

SOMMAIRE

- **Alstom : mobilisation le 30 mai contre les restructurations**
- **Sagem : le rapprochement Thales-Safran inquiète les syndicats**
- **Areva : les syndicats s'opposent à la filialisation des mines**
- **Hôpitaux de Paris : nouvelle manifestation contre les restructurations**
- **Radio France Internationale : un vote de défiance des salariés**
- **Emploi : le diplôme influe sur la stabilité et l'insertion**
- **Valeur ajoutée : on négocie, mais pas sur l'essentiel**
- **Sondage retraites : les Français très pessimistes, surtout les femmes**
- **Enfance : les professionnels s'opposent aux dérives sécuritaires**

ÉDITO

FOIRE AUX DIPLÔMES À PÔLE EMPLOI



En ce jeudi matin 26 mai, ils étaient environ 500 massés devant la porte de l'agence Pôle emploi du boulevard du Montparnasse attendant d'être reçus par des inspecteurs d'académie chargés de leur faire passer un entretien. 500 hommes et femmes, diplômés, sans boulot, et aussi quelques caméras de télévision et des journalistes attirés par le « bon coup » réalisé par le ministère de l'Éducation nationale et le rectorat de Paris. De fait, il y avait bien un petit événement dans cette file d'attente semblable à toutes les autres. C'est en effet la première fois, à cette échelle du moins, que l'Éducation nationale recrute ses professeurs remplaçants en passant par le service public de l'Emploi. Le but étant selon l'Académie de Paris de « constituer un vivier » de profs remplaçants pour être plus réactifs. Et compte tenu de la crise qui n'épargne pas les jeu-

nes diplômés, Pôle emploi a donc été pris d'assaut par ces candidats à l'ultraprécarité. La plupart n'ont pu, du coup, que déposer leur dossier pour être re-convoqués et n'ont pu au mieux qu'être reçus à la va-vite.

Cette opération est écoeurante à plus d'un titre. Elle intervient en effet alors que le ministre Luc Chatel ne cesse de claironner qu'il y a trop d'enseignants et qu'il va en supprimer 16 000 à la rentrée prochaine. C'est une manœuvre d'autant plus écoeurante qu'elle tend à banaliser l'acte d'enseigner en déqualifiant le face-à-face pédagogique.

Après avoir réduit dans les discours les besoins éducatifs aux seuls enseignements du « lire, écrire, compter », on veut affecter un bataillon de doublures inexpérimentées pour des missions de remplacement. Il y a derrière cette interchangeabilité une volonté de nier les compétences et la formation indispensables pour enseigner.

« En cas de besoin, à la rentrée, les remplaçants de professeurs seront contactés pour des contrats de deux, trois, six mois, peut-être un an, et on souhaite de manière systématique qu'il y ait une première formation de deux-trois jours », s'est défendu le responsable des ressources humaines à l'Académie de Paris. Cette négation complète de la portée pédagogique de leur mission de professeur remplaçant signe hélas la vision que ce gouvernement et sa majorité développent pour le service public de l'Éducation. Evidemment, on peut aussi imaginer dans quelles conditions vont être recrutés ces chômeurs diplômés obligés par la loi sur l'offre valable d'emploi de prendre au pied levé n'importe quel poste.

Alstom : mobilisation le 30 mai contre les restructurations



Les syndicats d'Alstom ont appelés à une journée de mobilisation sur tous les sites européens pour s'opposer au plan de restructuration prévoyant 4 000 suppressions de postes dans le monde (dont une centaine en France). Par ailleurs le 25 mai, plus de 5 000 salariés inquiets pour l'usine Alstom de Salzgitter ont manifesté mercredi à l'appel du syndicat IG Metall pour exiger un projet d'avenir pour le site de Basse-Saxe (nord de l'Allemagne). L'usine de Salzgitter, qui emploie quelque 2 200 personnes et fabrique des trains régionaux et des bogies, est l'un des deux sites de production d'Alstom Transport en Allemagne.

Sagem : le rapprochement Thales-Safran inquiète les syndicats

Les syndicats CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO de la société Sagem défense sécurité (groupe Safran), inquiets des conséquences du projet de rapprochement d'activités de Thalès et de Safran sur lequel ils s'estiment insuffisamment informés, ont annoncé mardi une action juridique pour délit d'entrave. Les groupes Thalès et Safran ont repris leurs discussions sur le rapprochement de certaines de leurs activités militaires, notamment sous la pression de l'État soucieux de rationaliser ses investissements dans la recherche. L'État est actionnaire de Thalès (27 %) et de Safran (30 %).



Areva : les syndicats s'opposent à la filialisation des mines



Les représentants des salariés du comité de groupe européen d'Areva ont exprimé jeudi 26 mai leur ferme opposition à un projet de filialisation de l'activité minière du groupe public, demandée par le Conseil de politique nucléaire.

« Nous sommes contre cette filialisation, car la deuxième étape, qui n'est pas annoncée, est clairement la privatisation », a estimé Maureen Kearney, secrétaire du Comité de Groupe Européen (CGE), où sont représentés les syndicats français, britanniques et allemands.

L'État détient 90 % des parts d'Areva, qui est le premier producteur d'uranium au monde (16 % des parts de marché) grâce à des mines au Niger, au Canada et au Kazakhstan. Le Comité de Groupe Européen a appelé l'État « à jouer son

rôle d'actionnaire pour assurer le développement d'Areva ». « Après Fukushima, on aurait pensé que les États renforceraient leur participation dans l'industrie nucléaire, mais on voit que ce n'est pas le cas en France », a déclaré Jacky Masdebail pour la CGT.

Hôpitaux de Paris : nouvelle manifestation contre les restructurations

A l'appel de l'Union syndicale CGT de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, les personnels ont manifesté lundi 23 mai devant le siège du groupe hospitalier public, pour protester contre son plan de restructuration prévu sur quatre ans.

Les manifestants, réunis à l'occasion d'un Comité Technique d'Établissement Central (CTEC) exceptionnel consacré à la mise en oeuvre au plan stratégique 2010-2104, ont réclamé le maintien de tous les services et de tous les postes. Lors de cette réunion, 35 projets ont été présentés dans le cadre du plan stratégique de l'AP-HP qui prévoit le regroupement de 37 établissements en 12 groupes hospitaliers. Cette restructuration s'est traduite jusqu'ici par la suppression d'un millier de postes non soignants par an.



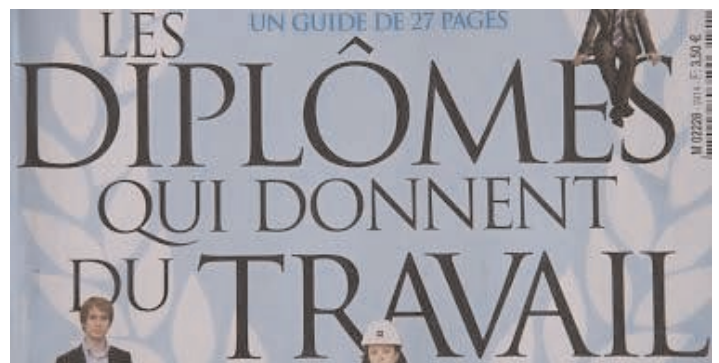
Radio France Internationale : un vote de défiance des salariés



A l'appel d'une intersyndicale (hormis la CFDT), des salariés de RFI ont voté à 97 % une motion de défiance contre Alain de Pouzilhac, pour marquer une nouvelle fois leur opposition aux projets en cours, notamment le déménagement de RFI dans le cadre de la fusion avec France 24. Dans le cadre de la fusion des sociétés de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) -qui coiffe France 24, RFI et une partie de TV5 Monde-, le personnel de RFI, installé à la Maison ronde de Radio France, doit quitter ses locaux pour emménager à côté de la chaîne France 24. « C'est l'ensemble des projets d'Alain de Pouzilhac qui sont contestés par le personnel », disent les signataires, qui estiment ne plus pouvoir « travailler avec ce PDG désavoué ».

Emploi : le diplôme influe sur la stabilité et l'insertion

Selon une enquête du CEREQ (Centre d'Études et de Recherche sur les Qualifications, dépendant des ministères de l'Éducation et du Travail) menée sur 10 ans, la génération des jeunes sortis du système éducatif en 1998 s'est insérée rapidement dans la vie active et dix ans après, occupait à près de 90 % un emploi, mais les non diplômés ont été davantage affectés par le chômage et le temps partiel. Dix ans après, près de 89 % d'entre eux avaient un emploi, en grande majorité en contrat à durée indéterminée et en moyenne ils étaient chez le même employeur depuis cinq ans et demi.



La moitié d'entre eux percevait plus de 1 510 euros nets mensuels en 2008, soit une fois et demi le Smic. Cependant, une frange de cette génération - les non diplômés - n'a pas bénéficié de la stabilisation. Leur situation est restée fortement liée à la conjoncture et ils ont été plus touchés par le chômage et le temps partiel.

Valeur ajoutée : on négocie, mais pas sur l'essentiel

Alors que le gouvernement a présenté cette semaine les contours de la prime annoncée depuis quelques semaines, patronat et syndicat ont mené vendredi 27 mai une nouvelle séance de négociations sur le dialogue social et le partage de la valeur ajoutée. Commencées en juin 2009, ces négociations vont se poursuivre avec une nouvelle séance prévue le 1^{er} juillet après un groupe de travail le 10 juin. « *Il faut être clair : ces négociations ne portent pas sur le partage de la richesse dans l'entreprise* » et se bornent à l'aborder via le « *droit à l'information des instances du personnel* », a souligné Michel Doneddu de la CGT. Il a rappelé que la CGT avait demandé, en vain, il y a deux ans l'ouverture d'une telle négociation. « *Nous sommes prêts à l'ouverture immédiate d'une véritable négociation sur le partage des richesses* », a-t-il lancé. La CGT a proposé qu'elle se déroule en plusieurs étapes :

- examen des évolutions comparées sur les deux dernières décennies des salaires des différentes catégories de salariés, des salaires des dirigeants des entreprises, des dividendes et autres formes de rémunération des propriétaires des entreprises ;
- étude de la diversité des situations des entreprises ;
- mise en place de critères de justice sociale dans les négociations annuelles obligatoires des entreprises et des groupes.

Les organisations patronales ont confirmé qu'elles refusaient de s'engager dans une telle négociation tout en acceptant de poursuivre la délibération sur la modernisation du dialogue social sur les thèmes convenus.



Sondage retraites : les Français très pessimistes, surtout les femmes



On ne peut pas dire que l'exécutif a convaincu les Français de la justesse et des bienfaits de la réforme Woerth-Fillon sur les retraites. C'est même très massivement, à 87 % que les Français associent la notion de « *revenus suffisants* » à une perspective de retraite heureuse, 50 % ne se sentent pas suffisamment préparés financièrement et 68 % se disent « *un peu ou très inquiets* ». C'est ce qui ressort d'une enquête publiée par la banque HSBC sur l'avenir des retraites publiée jeudi 25 mai. C'est parmi les femmes que le pessimisme est le plus fort. 49 % d'entre elles asso-

cient la perspective de la retraite à des difficultés financières, contre 32 % des hommes. Cette préoccupation est encore plus prégnante parmi les femmes quinquagénaires (64 %).

Evidemment, on se doute bien que la banque ne commande pas ce genre d'enquête pour mettre en lumière l'insatisfaction des salariés à l'égard d'une réforme imposée par le gouvernement. La branche HSBC Assurances entend bien prendre ainsi la mesure du marché qui s'ouvre largement du fait du recul de la protection sociale retraite. C'est ainsi que son président, Jean-Pierre Wiedmer, a indiqué qu'« *un Français sur deux considère qu'il est insuffisamment préparé à la retraite, c'est un problème majeur, c'est inquiétant et il n'y fait rien* », alors qu'à peine 5 % comptent s'appuyer sur une épargne personnelle quand 70 % déclarent ne pas avoir de plan financier.

Enfance : les professionnels s'opposent aux dérives sécuritaires

Le collectif « *Pas de zéro de conduite* » a dénoncé mardi 24 mai la « *prévention sécuritaire* » qui consiste à tenter de détecter chez les tout petits enfants des comportements inquiétants et prôné à la place « *la prévention prévenante* » qui accompagne l'enfant sans le stigmatiser.

« *Nous sommes face à une opération très cohérente de mise au carré des enfants, des familles et des professionnels* », a déclaré Sylviane Giampino, psychanalyste spécialisée, lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la sortie jeudi du livre « *Les enfants au carré ? Une idée qui ne tourne pas rond* » et du manifeste « *Petite enfance : pour une prévention prévenante* ». Selon le collectif, les démarches de dépistage et de prévention sont systématiquement « *annexées* » par le ministère de la Justice au détriment de l'Éducation et du Social. Et de dénoncer le rapport controversé du secrétaire d'État à la Justice, Jean-Marie Bockel, fin 2010 remettant sur le tapis le repérage des troubles du comportement dès deux ans.

